

Unité départementale du Littoral  
Rue du Pont de Pierre  
CS 60036  
59820 GRAVELINES

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/12/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



### **INNOVENT LIEUDIT "LE FOND À CAILLOUX"**

Parc de la Haute Borne  
5 RUE HORUS  
59650 VILLENEUVE D ASCQ

Références : H:\\_Commun\2\_Environnement\01\_Etablissements\Equipe\_G2\00\_EOLIENNES\Lefaux\_Innovent\_(PE de)\_Lefaux\_070.05647\2\_Inspections\INSP 19122022\Lefaux\_Innovent (PE de)\_lefaux\_RAPVI\_0007005647.odt  
Code AIOT : 0007005647

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/12/2022 dans l'établissement INNOVENT LIEUDIT "LE FOND À CAILLOUX" implanté LIEUDIT "LE FOND À CAILLOUX" 62630 LEFAUX. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

la réglementation impose depuis le 1er juillet 2020 que les exploitants d'éoliennes réalisent un suivi environnemental un an après la mise en service de l'installation puis de façon périodique et au plus tard 10 ans après la mise en service du parc. Les rapports de ces suivis sont transmis à l'inspection. L'inspection doit vérifier que le suivi environnemental réalisé sur le parc respecte le protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées et que les actions appropriées ont été prises en cas de dérive.

L'inspection a identifié les parcs dont la garde au sol est inférieure à 30 m et dont le rapport de suivi décennal doit avoir été réalisé depuis plus d'un an. C'est dans ce cadre que l'inspection du 19 décembre 2022 s'est déroulée.

L'inspection a également été l'occasion de faire le point sur les observations faites lors de la dernière visite le 25 juillet 2019.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- INNOVENT LIEU DIT "LE FOND À CAILLOUX"

- LIEUDIT "LE FOND À CAILLOUX" 62630 LEFAUX
- Code AIOT : 0007005647
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de la société INNOVENT à LEFAUX, représentant une puissance nominale de 0,8 MW, est constitué d'un poste de livraison et d'un aérogénérateur de type ENERCON E48. Il est situé sur la commune de LEFAUX.

Les aérogénérateurs ayant une hauteur (mât + nacelle) supérieure à 50 m, le parc relève du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Le site a été mis en service en 2011. Par courrier en date du 10 juillet 2012, l'exploitant a porté à la connaissance de Monsieur le Préfet du Pas-de-Calais, l'existence de son parc éolien sur la commune de LEFAUX suite à la modification de la nomenclature des installations classées intervenue en 2011 (décret n°2011-984 du 23/08/2011). La préfecture a établi le don acte par courrier en date du 25/10/2012.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suivi environnemental

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la

conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Affichage	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	/	Mise en demeure, respect de prescription	30 jours
4	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	/	Mise en demeure, respect de prescription	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Habilitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	/	Sans objet
3	Accès	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a relevé 2 non-conformités qui font l'objet d'une proposition d'arrêté préfectoral de mise en demeure.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Habilitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours.
<b>Constats :</b> La maintenance de l'éolienne est assurée par le personnel de ENERCON (fabricant de l'éolienne). Cette prescription avait fait l'objet d'une observation lors de la dernière inspection en 2019. Les titres d'habilitation (électrique) n'étaient pas signés. Lors de l'inspection, l'exploitant ne disposait pas des habilitations. Par courriel du 3 janvier 2023, L'exploitant a transmis à l'inspection les habilitations signées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 2 : Affichage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Affichage de prescriptions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;</li><li>- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;</li><li>- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;</li><li>- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.</li></ul>
<b>Constats :</b> Les prescriptions (pictogrammes) sont affichées sur la route d'accès à l'éolienne. L'affichage sur le poste de livraison est illisible puisqu'il apparaît tagué.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

### N° 3 : Accès

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
<b>Thème(s) :</b> Autre, Accès aux installations
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
<b>Constats :</b> Les accès à l'aérogénérateur et au poste de transformation étaient fermés à clés, l'exploitant disposait des clés d'accès.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Suivi environnemental

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
<b>Thème(s) :</b> Autre, Biodiversité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p> <p>Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant a transmis à l'inspection par courriel du 16 décembre 2022, une étude écologique intitulée "Étude écologique relative au projet éolien des communes de Lefaux et Widehem". Il s'agit de 3 rapports reprenant les résultats de prospections réalisées sur une année :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- du 25/08/17 au 09/11/17 (phase 1)</li> <li>- du 09/01/18 au 14/02/18 (phase 2)</li> <li>- du 29/05/18 au 28/06/18 (phase 3)</li> </ul> <p>Cette étude n'est pas conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées en vigueur au moment de la réalisation de cette étude(cf Protocole de suivi environnemental des parcs éolien terrestres dans sa version initiale de novembre 2015).</p> <p>L'inspection constate qu'il manque notamment le suivi de mortalité de l'avifaune et des chiroptères.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours